

LA RELÈVE



Journal de l'Union de la Jeunesse Communiste

janvier-avril 2026



OnlyFans et le système prostitutionnel · La jeunesse étudiante dans la révolution cubaine · L'enseignement supérieur comme espace de luttes (partie 2) · ICE et racisme aux États-Unis et en France · Oppression et émancipation des femmes et des personnes LGBT+ · 155 ans de la Commune de Paris · Enseignement secondaire et mise au travail de la jeunesse ouvrière



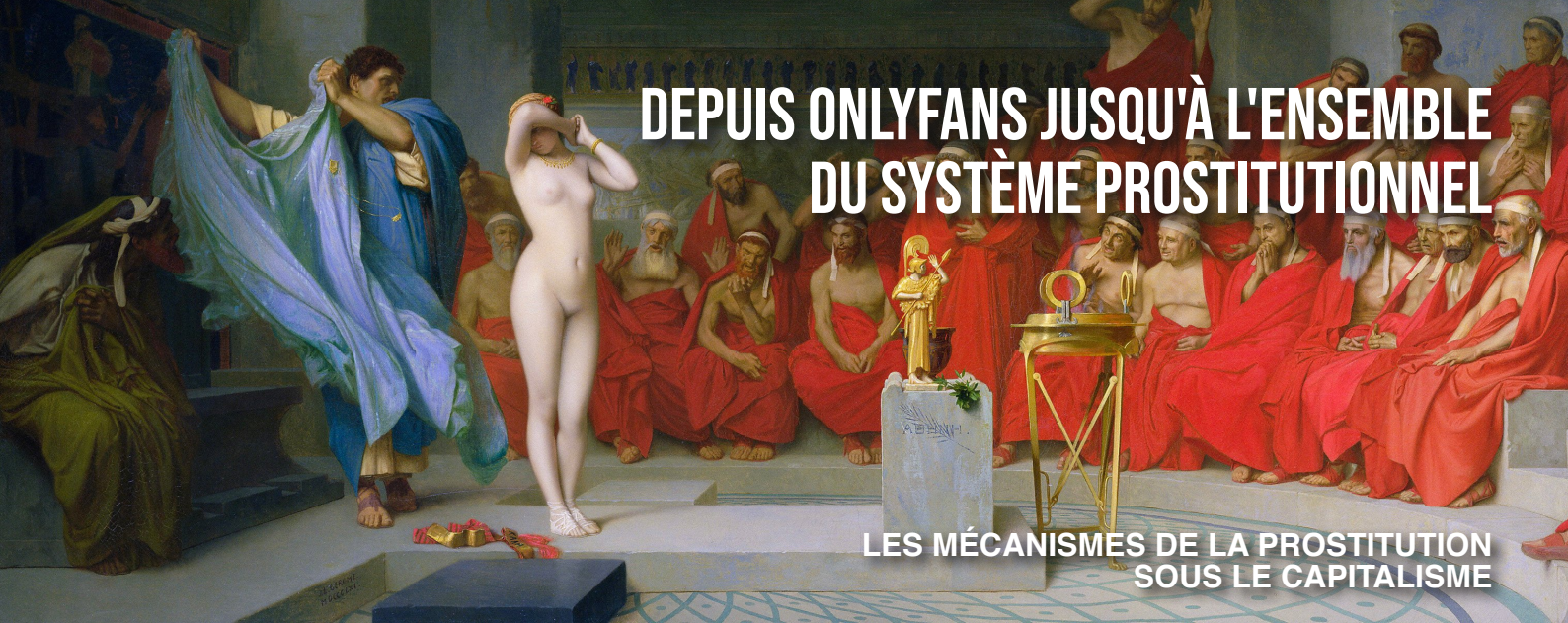
LA RELEVÉ



janvier-avril 2026

TABLE DES MATIÈRES

DEPUIS ONLYFANS JUSQU'À L'ENSEMBLE DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL LES MÉCANISMES DE LA PROSTITUTION SOUS LE CAPITALISME	2
LE RÔLE DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE DANS LA RÉVOLUTION CUBAINE ET SES LEÇONS AUJOURD'HUI	7
JEUNESSE ET EXPLOITATION AUJOURD'HUI, ÉPISODE 3 L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, UN COMPROMIS D'ÉTAT COMME ESPACE DE LUTTES (PARTIE 2)	10
D'UNE ICE À L'AUTRE RACISME ET POLITIQUES ANTI-MIGRATOIRES AUX U.S.A ET EN FRANCE	13
SUR LES LIENS ENTRE L'OPPRESSION ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET CELLES DES PERSONNES LGBT+	16
SUR LES 155 ANS DE LA COMMUNE DE PARIS	19
JEUNESSE ET EXPLOITATION AUJOURD'HUI, ÉPISODE 4 LES RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE COMME LA MISE AU TRAVAIL DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE	22



DEPUIS ONLYFANS JUSQU'À L'ENSEMBLE DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL

LES MÉCANISMES DE LA PROSTITUTION SOUS LE CAPITALISME

À l'occasion du lancement de la campagne de notre Parti pour les femmes et personnes LGBT+ et contre les oppressions patriarcales, nous publions ce bref document sur la prostitution et son impact dans la jeunesse sous ses formes contemporaines.

Ces dernières années les chiffres des personnes qui vivent sous la prostitution a considérablement augmenté atteignant plus de 40 millions de personnes concernées dans le monde. Parmi ces 40 millions de personnes, plus de 90% sont exploitées directement par un proxénète, 80% sont des femmes et 75% ont entre 13 et 25 ans : on estime que l'âge moyen d'entrée dans la prostitution est entre 13 et 14 ans. En France, il y aurait aujourd'hui entre 15 000 et 20 000 mineurs prostitués, un chiffre en augmentation de plus de 70% en cinq ans ce qui résonne particulièrement dans son lien avec l'État bourgeois, quand on sait que de nombreux noyaux de réseaux de prostitution des mineurs prennent racine directement dans les foyers de l'aide sociale à l'enfance¹.

Cette augmentation montre le lien de cause à effet entre les crises économiques et la réalité de la prostitution tout du long de l'histoire du capitalisme. Jusqu'en 1800, l'État français n'organisait pas de répression policière de la

prostitution tout en organisant aux côtés de l'Église la violence et la haine contre les personnes prostituées causant des milliers de féminicides, tandis que par la suite les répressions d'État ont débuté tout en instituant et légalisant cette question. Cette répression n'avait pas pour but de « supprimer » la prostitution en France contrairement à ce que le moralisme bourgeois voulait faire croire, mais bien de la contrôler, d'appliquer une régulation à des fins économiques. L'État, d'une part, dit alors que la prostitution est « un mal nécessaire »². En effet, via ce « mal nécessaire », l'État entend rappuyer sur le fait de qualifier la sexualité des hommes comme un besoin, et de l'autre réprime et viole les femmes qui vivent la prostitution en l'opposant moralement au mariage hétérosexuel. Le capitalisme va donc dans son histoire alterner répression et réglementation de la prostitution en la préservant dans tous les cas. Les politiques bourgeoises reflètent donc les besoins de la bourgeoisie à l'égard de la prostitution, soit qu'il s'agit d'une source de profit légal de monopoles, soit des réseaux informels de propriétaires proxénètes ne faisant pas partie de la bourgeoisie, une alternance préservant également la domination du corps des femmes dans tous les cas.

La prostitution va donc prendre des formes diverses sous le capita-

lisme lui-même, suivant en cela l'évolution des forces productives et ce qu'elles permettent dans ce domaine comme dans tous les autres de la société bourgeoise. Aujourd'hui, à l'heure de la priorité centrale des monopoles du système impérialiste donné aux nouvelles technologies et au numérique, la prostitution s'est également transformée dans ce domaine. En effet, les plateformes comme MYM ou Onlyfans sont l'une des manifestations contemporaines d'une organisation numérique renforcée de la prostitution à une échelle non seulement nationale mais aussi internationale pour la jeunesse populaire. L'analyse de leur fonctionnement particulier permettra de mettre en exergue la violence du système prostitutionnel et ces mécanismes économiques élémentaires quelles que soient ces formes concrètes.

Les plateformes « érotiques » consistent en des applications organisant des transactions entre des « modèles », femmes ou hommes, échangeant contre un abonnement mensuel aux différents clients de la plateforme des contenus sexuels. Ces abonnements mensuels se doublent dans la majorité des cas de produits supplémentaires demandant donc une somme supplémentaire pour les clients : des vidéos, des échanges vidéos, ou encore des contenus personnalisés à la demande de clients. La première et de loin la plus puis-

sante, OnlyFans, est la propriété de la société britannique Fenix International Ltd, dominant largement le marché international avec plus de 220 millions d'utilisateurs et 1,2 milliards d'euros de profit³. MYM, en forte croissance, une plateforme française créée à Lyon en 2019, a atteint 150 millions d'euros la même année, essentiellement en Europe. Les autres plateformes comme Fansly ou Fanvue restent plus marginales avec des profits s'élevant respectivement à 35 millions de dollars et 15 millions de dollars.

Le nombre d'utilisateurs (clients et modèles confondus), démontre là aussi la puissance d'Onlyfans : 220 millions pour la plateforme, tandis que MYM arrive en seconde position avec 15 millions d'utilisateurs. Aux USA en 2024, c'est environ 2 millions de personnes qui sont « créateurs » sur la plateforme⁴. Si ce chiffre est immense pour les USA, nous ne disposons pas encore en France de statistiques sérieuses concernant la jeunesse, même si cet impact est lui aussi très fort. En 2019, OnlyFans ne comptait environ que 348 000 créateurs de contenus. Un an plus tard, à la fin de l'année 2020, ce chiffre avait grimpé à 1,6 million, puis à 2,1 millions en 2021. Nous choisirons les deux plateformes les plus connues, MYM et Onlyfans, afin d'en dévoiler le contenu prostitutionnel.

Comment fonctionne plus précisément ces plateformes ? Le modèle initial est simple : les plateformes agissent en intermédiaire technique et financier, se rémunérant via une commission sur les flux fi-

nanciers générés par les modèles et les achats des clients. Les commissions fonctionnent différemment selon les échanges effectués. Dans le cas de MYM par exemple, les abonnements oscillent entre 4,99 € et 99,99 €, et les modèles récupèrent 75 % à 80 % des montants payés. Le reste correspond à la commission de MYM. Si l'on ajoute à cela des frais de transaction bancaire via la plateforme à hauteur de 7%, et selon l'intensité de la production de contenu variant selon les modèles,

Capital, et permet d'expliquer sous le mode de production capitaliste les variations des prix autour de l'exploitation des terres mais aussi de toute marchandise limitée et non-reproductible : les matières premières comme le pétrole par exemple. Sur un terrain de qualité supérieure (ou mieux situé), les coûts de production nécessaires (machines, outils, etc.) sont structurellement inférieurs, donc la différence avec le prix de marché moyen apporte une rente : la rente différentielle. Nous avons

donc les moyens théoriques de transformer ce qui ne semble être qu'un argument moral en un argument robuste économique : oui, les plateformes numériques transforment les corps humains comme des terres à exploiter.

Ainsi, la rente que touchera un « modèle » dans un rythme de production devant être intense pour pouvoir fonctionner dépend comme d'autres propriétés des coûts de son entretien réduisant alors son profit. On pense par exemple à l'engagement et la rémunération de « tchateurs », des

personnes payées afin de discuter à la place du modèle aux clients pour qu'elle puisse accroître son nombre d'abonnés et leur entretien. On pense aussi bien sûr à l'engagement de soins psychiques mais aussi physiques dès les premiers mois au vu des effets de l'activité du modèle sur le corps et la santé mentale. On pense enfin également au fait que comme toute propriété rentière, les rentes les plus élevées proviendront des normes de ce qui vaut dans l'environnement social et naturel

Données

Rapports financiers d'Onlyfans (Fenix International Ltd.) : revenus par régions et nombre de « modèles » et « fans »

	2021	2022	2023	2024
États-Unis	648 600 000 \$	732 699 000 \$	863 341 000 \$	909 062 000 \$
Europe et Royaume-Unis	126 017 000 \$	159 800 000 \$	229 357 000 \$	283 705 000 \$
Reste du monde	157 118 000 \$	197 340 000 \$	213 998 000 \$	220 327 000 \$
Total	931 735 000 \$	1 089 839 000 \$	1 306 696 000 \$	1 413 094 000 \$

	2021	2022	2023	2024
Nombre total de « modèles »	2 161 000	3 182 000 (+47%)	4 118 000 (+29%)	4 634 000 (+13%)
Nombre total de « fans »	187 973 000	238 845 000 (+27%)	305 066 000 (+28%)	377 456 000 (+24%)

Distribution des revenus des modèles d'Onlyfans en 2020 (source : xsrus.com)

Revenu mensuel médian	Top 10 %	Top 1 %
180\$	73% de tous les revenus	33% de tous les revenus

la plateforme génère donc automatiquement par ce mécanisme de rente d'importants flux financiers se transformant en profit⁵.

En effet, le mécanisme fondamental de MYM ou Onlyfans est donc la rente : une forme d'intérêts financiers touchés par un ou des propriétaires privés sur des marchandises limitées et non-reproductibles, ici, les corps humains des modèles, chacun étant par définition unique. La rente est définie par Karl Marx au livre trois du

comme étant de meilleure qualité : des corps devant donc être normés, souvent modifiés, pour répondre à des impératifs patriarcaux comme le fait de sembler le plus jeune possible. Les restrictions faites sur ces coûts ne sont pas même capables d'assurer un niveau de vie acceptable. Les plateformes entretiennent ce mécanisme pour leur propre profit, mais le fonctionnement même de celles-ci rendent de fait impossible (à l'image des réseaux sociaux en général), d'être « rentable » et vivre en tant que modèle. Les mêmes coûts réduits selon l'existence d'un autre emploi ou non sont un facteur par exemple.

Enfin, on notera que l'ensemble de la prise en charge de ces coûts ne pouvant être pris en charge par les revenus de la modèle seule, ils sont dans la majorité des cas gérés et organisés par des « managers » et autres « agences » de modèles, n'étant de fait rien d'autre que des organisations de proxénétisme numérique⁶. Les plateformes comme Onlyfans ou MYM comportent donc un environnement social complexe capitaliste et patriarcal dont la base est une rente sur le corps devenue marchandise. Le sommet de cet environnement est la rente touchée quotidiennement par les monopoles par les interactions entre clients et modèles, entretenus et rendus possible par toute une chaîne de proxénètes touchant eux aussi une rente par l'entretien des coûts nécessaires à la vie des modèles, avec tout en bas de cette pyramide, une masse de jeunes hommes et femmes dont les revenus se pensent selon la plus grande économie sur sa qualité de vie. Cette structure entre monopoles, proxénètes, clients et prostitués se retrouvent sous diverses formes dans les variantes légales comme illégales de la prostitution.

Quelles réponses politiques apporter à la prostitution ? Dernièrement, le Rassemblement national a étonné en souhaitant promulguer une loi pour la réouverture des

maisons closes, mais ce n'est pas étonnant que ces lois soient repensées dans un processus de fascisation. Elles ne renforcent qu'un système déjà régulé, toléré et encouragé par la bourgeoisie française et son État. Aujourd'hui en France, la loi dite de sécurité intérieure mise en place par Sarkozy encore en vigueur « pénalisait les clients », tout en promettant de manière hypocrite une prise en charge par l'État de « sortie de la prostitution », une prise en charge tellement médiocre qu'elle n'a jamais fonctionné et où la pénalisation des clients a d'autant plus renforcé les violences que subissaient les personnes qui se prostituaient, tout en permettant d'assurer le contrôle plus direct de l'État⁷. Ce que l'on voit, c'est que, quels que soient les régimes autour de la prostitution mis en place par les États bourgeois à travers l'histoire et à travers le monde (abolitionniste, réglemmentariste, légalisation totale), ces régimes n'ont été mis en place, ni pour abolir la prostitution, ni pour permettre aux personnes qui la subissaient de la vivre de manière moins violente, mais seulement pour réguler et contrôler le système prostitutionnel comme l'État le fait pour réguler et contrôler l'ensemble du patriarcat.

En tant que système organisant la division genrée du travail reproductif de la force de travail, que ce soit de jour en jour ou de génération en génération, le patriarcat se sert de la famille nucléaire hétérosexuelle pour faire subir aux femmes l'exploitation patriarcale et leur donner la qualité de propriété, tout comme la prostitution fait partie de ce système également⁸. Ainsi, que ce soit sous les différents systèmes de classe, de l'esclavagisme au capitalisme, l'État des classes dominantes a toujours fait en sorte de donner aux hommes de toute famille le rôle de propriétaires patriarcaux, hommes jouissant de la propriété et de l'exploitation du corps des femmes. Le mariage et l'existence même du viol conjugal en sont des

exemples parlants, et cette condition traverse les femmes de toutes les classes. Si le pilier fondamental du patriarcat est la famille nucléaire pour maintenir un statut de propriété à la femme, la domination sur la sexualité des femmes (comprenant la prostitution) en est à la fois sa conséquence mais aussi un autre pilier. Le mariage et la prostitution en sont alors deux faces d'une même pièce. La propriété sur le corps des femmes, avec en son centre la famille nucléaire, entraîne la possibilité de la propriété sur toute femme pour les hommes. Engels l'explique ainsi dans L'origine de la propriété privée, de la famille et de l'État : « Enfin, n'avons-nous pas vu que dans le monde moderne monogamie et prostitution sont bien des contraires, mais des contraires inséparables, les deux pôles d'un même état social ? La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme ? ».

La question n'est donc pas de déterminer si l'on souhaite légaliser ou abolir la prostitution seule en ce qu'on ne questionnerait jamais de cette manière l'abolition ou la légalisation de la famille. Nous savons que le capitalisme ayant comme l'un de ces pilier le patriarcat ne peut exister sans d'un côté la prostitution et de l'autre la famille nucléaire hétérosexuelle représentée légalement par le mariage (le mariage de personnes du même genre reposant sur la même structure sociale). Ce ne sont que des faux débats que la bourgeoisie attise par idéalisme moral d'un côté, ou idéalisme pro-choix petit-bourgeois de l'autre, afin de calibrer selon ses besoin le système que ses États mettront en place : les positions défendant tant un rejet moral de la prostitution comme celles défendant sa normalisation et sa réglementation entendent cette situation comme étant un choix libre des individus pouvant alors y réussir ou non, en sortir ou y entrer à partir d'incitations purement individuelles. La prostitution, prise en dehors du capita-

lisme et du patriarcat, comme une forme de travail ou comme un problème moral, ne peut être prise que comme un problème des individus et du changement de leurs consciences.

Nous n'avons pas l'espace ici de polémiquer avec ces tendances, mais insérons en notes quelques éléments détaillant la réalité de la violence prostitutionnelle au-delà des mystifications « d'émancipation » sur la question⁹.

Cependant, la question présente est de permettre l'organisation des

femmes prises dans la prostitution pour lutter contre cette domination patriarcale particulière, contre la répression que seulement les personnes prostituées subissent, ni les proxénètes, ni les clients étant agents de ce système, autour de la classe ouvrière et de ses organisations afin de favoriser leur intégration et le collectivisme.

Seul le socialisme-communisme est en mesure de construire la base sociale et économique permettant l'extinction de la prostitution : les bases matérielles qui rendent possibles l'abolition de toute forme

de rente, l'abolition du patriarcat sous toutes ses formes par l'organisation collective de la vie à tous les niveaux (crèches et cantines collectives, usines à linge, centres culturels gratuits etc.), la lutte contre les réseaux de proxénétisme et la pornographie. Une transformation possible par un parti dans la classe ouvrière capable d'allier les couches sociales et leurs différentes demandes autour de la lutte contre le capitalisme-impérialisme.

JC et Laurine

1. https://www.liberation.fr/societe/familles/prostitution-denfants-de-lase-trois-presidents-de-departement-accuses-de-ne-pas-avoir-protège-des-mineurs-places-20250430_YBLTAHURDZFY5KKKGK6Q54SBSX4/

2. 1836, le médecin hygiéniste Parent-Duchâtelet dans son étude *La Prostitution à Paris*

3. Voir : <https://variety.com/2025/digital/news/onlyfans-fiscal-2024-revenue-earnings-1236495750/>

4. <https://www.newsweek.com/1-4-million-american-women-onlyfans-1996639>

5. Pour un aperçu rapide des données économiques de ces plateformes : <https://theconversation.com/onlyfans-mym-fansly-quand-lintime-et-la-solitude-sont-marchandisables-267119#:~:text=Acteur%20maieur%2C%20OnlyFans%2C%20propri%C3%A9t%C3%A9%20de.m%C3%AAme%20ann%C3%A9e%2C%20essentiellement%20en%20Europe>

6. Une enquête du média Streetpress en accès libre permet de lire des témoignages de ces agences de proxénétismes : les jeunes femmes arnaquées d'Onlyfans et Mym.

7. Il faudrait ajouter que les perspectives réglemmentaristes n'ont jamais atténué les violences du système prostitutionnel. On peut se reporter à cette enquête sur le cas de l'Allemagne en guise d'exemple : https://fondationscelles.org/pdf/RM4/Allemagne_fr.pdf

8. Voir l'à-propos de notre campagne pour une définition du patriarcat.

9. Sur la place des mineurs dans la prostitution : https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/synthese_rapport_sur_la_prostitution_des_mineurs_12072021.pdf

Sur le lien entre violences patriarcales et prostitution : <https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2020-04/Document%2010.pdf>

Seul le socialisme-communisme est en mesure de construire la base sociale et économique permettant l'extinction de la prostitution : les bases matérielles qui rendent possibles l'abolition de toute forme de rente, l'abolition du patriarcat sous toutes ses formes par l'organisation collective de la vie à tous les niveaux (crèches et cantines collectives, usines à linge, centres culturels gratuits etc.), la lutte contre les réseaux de proxénétisme et la pornographie. Une transformation possible par un parti dans la classe ouvrière capable d'allier les couches sociales et leurs différentes demandes autour de la lutte contre le capitalisme-impérialisme.

SEUL LE SOCIALISME-COMMUNISME EST EN MESURE DE CONSTRUIRE LA BASE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE PERMETTANT L'EXTINCTION DE LA PROSTITUTION



LES BASES MATÉRIELLES

QUI RENDENT POSSIBLES L'ABOLITION DE TOUTE FORME DE RENTE



**L'ABOLITION DU PATRIARCAT SOUS TOUTES SES FORMES
PAR L'ORGANISATION COLLECTIVE DE LA VIE À TOUS LES NIVEAUX**



**LA LUTTE CONTRE LES RÉSEAUX DE PROXÉNÉTISME
ET LA PORNOGRAPHIE**



**UNE TRANSFORMATION POSSIBLE
PAR UN PARTI DANS LA CLASSE OUVRIÈRE
CAPABLE D'ALLIER LES COUCHES SOCIALES
ET LEURS DIFFÉRENTES DEMANDES
AUTOUR DE LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME-IMPÉRIALISME**

LE RÔLE DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE DANS LA RÉVOLUTION CUBAINE ET SES LEÇONS AUJOURD'HUI

Aux origines du mouvement étudiant cubain

La jeunesse étudiante à Cuba possède une longue tradition de luttes victorieuses contre le capitalisme et l'oppression, qui peut servir d'inspiration pour les luttes de la jeunesse et étudiante aujourd'hui. Cette histoire du mouvement étudiant cubain remonte jusqu'au début du XX^{ème} siècle : en 1918, sous l'influence de mouvements similaires en Argentine et de la révolution socialiste en Russie, les étudiants et étudiantes s'engagent dans une mobilisation victorieuse pour la réforme de l'enseignement supérieur, revendiquant notamment le droit à l'exclusion des professeurs corrompus, à l'autonomie universitaire et à la participation étudiante à la direction des établissements. Après cette mobilisation se fonde la Fédération Étudiante Universitaire (FEU) en 1922, dont les axes seront notamment : lutter pour la souveraineté de Cuba face à l'impérialisme étatsunien qui mettait l'île sous sa tutelle, créer une alliance durable entre les milieux universitaires et ouvriers, promouvoir des mesures de démocratisation des universités.

Suite à ce congrès, les étudiants et étudiantes parviendront, dès 1923, à créer une Université Populaire au sein de l'Université de La Havane. Cette Université Populaire aura notamment pour objectifs d'organiser des conférences par les étudiants et syndicats ouvriers destinées particulièrement à un public prolétarien et avec peu d'accès à l'éducation, afin de renforcer l'alliance entre

étudiants et ouvriers ainsi que de favoriser l'éducation populaire.

La jeunesse étudiante à Cuba dans la révolution socialiste

Ce mouvement étudiant fort enclenché dans les années 1910 jouera quelques dizaines d'années plus tard un rôle crucial dans l'organisation et la victoire de la révolution cubaine. En cette année 2026, nous fêtons l'un des moments marquants de cette révolution et du mouvement étudiant cubain : il y a en effet 70 ans, en 1956, le processus révolutionnaire à Cuba enclenché en 1953 franchissait une nouvelle étape, qui fut indispensable pour permettre sa victoire quelques années plus tard, en 1959. En effet, en 1956, les mouvements étudiants, qui ne cessaient de gagner en importance depuis des années, viennent apporter un soutien direct aux grèves ouvrières qui avaient lieu au même moment. Ces dernières, sous le coup de la répression de la dictature bourgeoise de Batista au service des intérêts capitalistes étatsuniens et d'une bourgeoisie cubaine alliée aux États-Unis, se voient alors renforcées par les étudiants et étudiantes qui sécurisent les grèves en ripostant contre la police de Batista. En plus de ce soutien apporté aux grèves ouvrières, des manifestations unissant étudiants et ouvriers s'organisent dans plusieurs villes cubaines contre la dictature. Cette union du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier a été l'un des événements majeurs du processus révolutionnaire cubain.

Déjà au début des années 1950, le mouvement étudiant y était déjà relativement organisé et fut le premier à opposer une résistance directe et visible au dictateur Batista après son coup d'État en 1952. Dans la capitale du pays, les étudiants et étudiantes de l'Université de La Havane se rassemblent pour organiser une résistance, dénoncer publiquement le coup d'État et appeler à une grève générale ; à l'opposée du pays, à Santiago de Cuba, les étudiants et étudiantes impulsent des manifestations et des grèves qui paralysent une partie de l'économie de la ville. Progressivement, durant l'année 1952, le mouvement étudiant se radicalise jusqu'à voir des groupes armés commencer à s'organiser en son sein avec comme objectif final de renverser la dictature. Grâce au principe d'autonomie des Universités qui avait été conquis, certaines de ces dernières deviennent des lieux d'entraînement où se réunissent étudiants, jeunes diplômés et jeunes travailleurs pour apprendre l'usage des armes.

En 1953, un groupe d'étudiants et de jeunes travailleurs formés pendant ces entraînements clandestins, dont Fidel Castro, attaque la caserne de Moncada le 26 juillet 1953. Cet événement, bien qu'il fut un échec, est aujourd'hui considéré comme marquant le début du processus révolutionnaire à Cuba. Après une relative baisse du mouvement étudiant en 1954, les activités de ce dernier repartent à la hausse en 1955, notamment après la

répression de manifestation et l'emprisonnement de certains de ses dirigeants : loin de s'avouer vaincu face à cela, des manifestations sont organisées dans plusieurs villes du pays et, face à la pression populaire et internationale croissante, la dictature de Batista est forcée de libérer tous les prisonniers politiques. Des manifestations étudiantes contre la dictature continuent à avoir lieu cette année-là et, face à l'ampleur de la répression, une partie importante du mouvement étudiant se rapproche définitivement des autres mouvements populaires en cours dans le pays et décide de passer à la lutte armée : fin 1955, pour la première fois, des étudiants armés ripostent avec succès contre la police de Batista lors d'une manifestation, la contraignant à fuir. Cet événement marquera un tournant dans le mouvement étudiant cubain pendant le processus révolutionnaire : les mouvements de jeunesse et étudiants connaissent un rapide développement et s'étendent à de nouveaux lieux d'études. Peu après, des appels au rassemblement et à la grève sont diffusés depuis le mouvement étudiant, qui seront suivis par des milliers de cubains et cubaines dont issus la classe ouvrière, pour finalement déboucher sur l'union organique entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier qui marquera l'année 1956.

Les affrontements armés se multiplient jusqu'à aboutir, en 1957, sur une tentative de prise du pouvoir par le Directoire Révolutionnaire, une organisation révolutionnaire cubaine majoritairement fondée par et composée d'étudiants et l'un des principaux acteurs du mouvement étudiant jusqu'alors avec la FEU, qui s'attaqua au Palais présidentiel. Notamment dû à la précocité et à la précipitation de ce plan, cette tentative se solda par un échec, menant à une forte baisse de l'activité du mouvement étudiant. En son sein, les éléments les plus radicalisés et convaincus, nombreux, rejoindront la guérilla lancée par le Mouvement du 26 Juillet, organisation révolutionnaire fondée par les participants et participantes à l'attaque de Mon-

cada dont étaient notamment membres dirigeants Fidel Castro et Ernesto Che Guevara. Forts du soutien populaire, notamment de la classe ouvrière, de la paysannerie et des étudiants qui continuaient à protester contre la dictature de Batista, le Mouvement du 26 Juillet établit rapidement des cellules dans les villes cubaines, prenant progressivement le pouvoir sur l'île pendant l'année 1958 jusqu'à la victoire définitive dès janvier 1959.

Quelles leçons tirer aujourd'hui du mouvement étudiant cubain ?

L'expérience des mouvements étudiants à Cuba avant et pendant le mouvement révolutionnaire peut nous apporter plusieurs leçons.

D'abord, cette expérience démontre l'importance que peut avoir le milieu étudiant et universitaire pour la mobilisation de la jeunesse et l'acquisition de son expérience dans la lutte politique. Elle nous rappelle que le mouvement étudiant et ses capacités ne doivent pas être sous-estimées, et que ce premier possède de réels leviers d'action dans la lutte contre le capitalisme et l'oppression. Elle démontre également que l'action politique au sein des lieux d'études peut permettre de mener à des mouvements de masse forts tout en développant la conscience et l'expérience politique des étudiants et étudiantes qui, pour l'immense majorité d'entre eux, y font leurs premiers pas.

En revanche, cette expérience nous rappelle que le mouvement étudiant ne peut jamais évoluer seul et se suffire à lui-même. L'ampleur prise par les grèves ouvrières grâce au soutien du mouvement étudiant, l'organisation de lieux de formation – ici militaires – par le mouvement étudiant pour les opposants à la dictature, ou encore la participation massive des étudiants et étudiantes au Mouvement du 26 Juillet, montre que le mouvement étudiant peut amplifier des mouvements populaires plus larges et renforcer les

actions de la classe ouvrière et de la paysannerie. En outre, l'échec de l'attaque de la caserne de Moncada en 1953, l'échec de l'attaque du Palais présidentiel en 1957, ou encore les manifestations étudiantes isolées et réprimées pendant le processus révolutionnaire, rappellent les difficultés et les limites auxquelles fait face le mouvement étudiant lorsqu'il ne cherche pas et ne trouve pas le soutien au-delà de lui-même.

Aussi, il convient de rappeler que le mouvement étudiant cubain était également très hétérogène dans sa composition de classe et dans les idéologies qui le traversaient : son union interne était due à une haine partagée envers la dictature de Batista. Ici, la situation est difficilement la même dans les pays les plus puissants de l'impérialisme, comme la France, où les contradictions de classe au sein du mouvement étudiant et les intérêts qui traversent les différentes classes rendent impossibles une véritable union du mouvement étudiant.

Cependant, comme l'expérience cubaine nous l'apprend, les étudiants et étudiantes issus de la classe ouvrière et des milieux populaires peuvent et doivent s'organiser sur leurs lieux d'études contre les oppressions du capitalisme et y acquérir leur expérience politique, tout en tâchant de se lier à la classe ouvrière et à ses syndicats : l'union des premiers avec ces derniers permet d'amplifier les actions de chacun et d'assurer de meilleures chances de victoire dans leurs luttes respectives et communes.

Vive la jeunesse populaire, étudiante ou travailleuse, moteur de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme !

Vive l'union du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier !

Vive la révolution cubaine et la construction du socialisme à Cuba !

Cédric et Roxane

Les étudiants et étudiantes issus de la classe ouvrière et des milieux populaires peuvent et doivent s'organiser sur leurs lieux d'études contre les oppressions du capitalisme et y acquérir leur expérience politique, tout en tâchant de se lier à la classe ouvrière et à ses syndicats : l'union des premiers avec ces derniers permet d'amplifier les actions de chacun et d'assurer de meilleures chances de victoire dans leurs luttes respectives et communes.

**VIVE LA JEUNESSE POPULAIRE, ÉTUDIANTE OU TRAVAILLEUSE,
MOTEUR DE LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME ET L'IMPÉRIALISME !**

**VIVE L'UNION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT
ET DU MOUVEMENT OUVRIER !**

**VIVE LA RÉVOLUTION CUBAINE
ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME À CUBA !**

JEUNESSE ET EXPLOITATION AUJOURD'HUI

ÉPISE 3

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UN COMPROMIS D'ÉTAT COMME ESPACE DE LUTTES (PARTIE 2)

Lors de notre dernier numéro de La Relève, nous avons dessiné le caractère de classe de l'enseignement supérieur et son cadre : un compromis de classe dans l'État bourgeois. Dans ce compromis de classe, les conditions de vie de la jeunesse étudiante ne font que s'aggraver, comme nous l'écrivons et l'accusons depuis la fondation de notre Parti et sa jeunesse. D'abord, la jeunesse issue de la classe ouvrière et des secteurs populaires est sous-représentée dans les filières dites « d'excellence » ou scientifiques formant à des postes à responsabilité dans l'industrie et le monde du travail en général¹. Dans le même temps, seulement 62% des étudiantes et étudiants se disent satisfait·es de leurs études et débouchés². Dans le pays de l'éducation gratuite, 41% des ressources mensuelles des étudiant·es proviennent de la famille et 27% d'un travail salarié, contre 25% d'aides de l'État sous toutes ses formes pour des ressources mensuelles à 1129€ en moyenne³. Malgré ces soutiens, 31% des étudiant·es ne peuvent pas subvenir à leurs besoins essentiels⁴. Cette précarité a nombre d'impacts sur la jeunesse populaire et issue de la classe ouvrière. Seulement 52% d'entre eux et elles déclarent manger à leur faim, 44% des étudiantes et 26 % des étudiants montrent des signes de détresse psychologique, 34% des étudiant·es déclarent avoir renoncé à des soins médicaux⁵. Dans toutes les catégories d'études, les étudiant·es issues de la classe ou-

vière ont des taux plus élevés dans les difficultés financières, médicales, psychologiques, de logement, etc. Pourtant, nous constatons une augmentation constante dans presque tous les types de filières (les seules exceptions étant les filières dites « d'excellence ») du recours au contrat d'apprentissage⁶. Ces contrats sont des études mixtes entre l'école et le travail en entreprise donnant accès à un salaire. Pourtant, ce salaire et ces heures de travail ne permettent pas à ces quelques 635 900 travailleuses et travailleurs en formation en 2023⁷ de vivre dignement⁸.

Ces aggravations prennent place dans la longue dynamique des luttes de classes ainsi que d'attaques anti-populaires de la bourgeoisie française coordonnées à l'échelle continentale dans l'Union européenne par le processus de Bologne, abordé dans la première partie de ce sujet⁹. Face à ces attaques, la classe ouvrière et les secteurs populaires en France n'ont pas été en capacité de riposter dans un rapport de force suffisant, notamment en l'absence de centrale syndicale de classe et de masse des travailleuses et travailleurs comme de leur jeunesse. Il est difficile de s'organiser et se coordonner aussi fortement que les bourgeoisies, malgré les initiatives de luttes auxquelles nous devons participer. Face à ces sujets, il nous faut être vigilant·es à nos revendications contre les attaques anti-populaires dans le cadre de l'État bourgeois. En effet, cer-

taines d'entre elles, largement portées par certains syndicats étudiants ou formations sociales-démocrates et même des syndicats dits professionnels, renforceront ce pouvoir bourgeois dans les études supérieures. Quand le Poing Levé¹⁰ (organisation trotskyste de Révolution Permanente dans les universités) revendique un salaire étudiant, ces derniers revendiquent le salariat dans la formation. Cette revendication, sous une phrase de gauche, révèle une incompréhension de ce groupe des rapports de production capitalistes. Le salaire sous le capitalisme est la somme monétaire échangée par le capitaliste pour l'utilisation d'une force de travail (capacités physiques et intellectuelles) sur un temps donné. Ce salaire est donc le fruit d'un échange marchand. Qui dit échange marchand dit obligation dans cet échange pour les étudiant·es qui perçoivent ce si radical salaire étudiant. Or la bourgeoisie ne manquera pas de soumettre ces étudiant·es à des obligations de résultats, d'heures de travail contrôlées et vérifiées, de captation par la propriété privée capitaliste des résultats de la recherche de ces étudiant·es dans diverses disciplines scientifiques (brevets technologiques, thèses de doctorat par exemple). Ce salaire étudiant n'est en aucun cas une solution, même temporaire, aux maux de la jeunesse ouvrière et populaire, bien au contraire ! D'autres mots d'ordres et d'axes de lutte se révèlent bourgeois malgré la phrase de gauche. Nous parlons

de la très courante « ouverture de l'Université », mais de quoi s'agit-il dans le mode de production capitaliste ? De l'ouverture de l'Université et des centres de formations que nous connaissons aujourd'hui, l'ouverture à la concurrence, l'ouverture aux monopoles de l'impérialisme. Cette ouverture porte à la parité des organes d'État, des monopoles et des organisations syndicales en Conseil d'Administration. Il nous faut toujours retenir et revenir à la nature de classe de l'enseignement supérieur en France : un organe de la dictature du capital même si prenant forme d'un compromis historique. Cette organe de dictature sert à la bourgeoisie de machine de tri de la force de travail et de tri de classe dans la formation professionnelle (intellectuelle comme manuelle)¹¹.

L'issue de la jeunesse ouvrière et populaire pour solutionner ses maux est de renforcer et développer un syndicalisme de classe et de masse organiquement lié aux syndicalismes de classe et de masse de toute la classe. L'Union de la Jeunesse Communiste et l'ensemble de ses membres structurent leurs actions syndicales par une double affiliation syndicale

vers le renforcement et la construction d'une centrale syndicale de classe et de masse, dans les études au syndicat étudiant et au travail au syndicat professionnel, qu'il s'agisse du travail dans le cadre de l'apprentissage ou du travail dit alimentaire. Dans les deux syndicats, les membres de l'UJC portent le débat de l'unité syndicale au-delà des situations salariales ou contractuelles ; dans les deux syndicats, les membres de l'UJC travaillent au développement et à l'unité syndicale de la classe ouvrière et des masses populaires.¹² Cette double affiliation se fait selon les principes de syndicalisation des membres de notre Parti, c'est-à-dire militer dans le syndicat le plus combatif de son lieu de travail ou d'étude. En l'absence de centrale syndicale de classe et de masse qui unit toute la classe ouvrière et l'organise dans ses luttes quotidiennes, nous ne pouvons pas donner de préférence à tel ou tel syndicat sur le papier. Il s'agit d'un axe de lutte dans la jeunesse ouvrière et populaire pour développer son propre pouvoir et sa conscience en son propre pouvoir. L'Union de la Jeunesse Communiste et ses membres apportent dans le débat de composer les revendications étudiantes

par deux axes contre la bourgeoisie monopoliste. Ces deux faces de la même pièce sont de caractère économique et de caractère démocratique. Loin du salaire étudiant qui est une revendication d'importation des rapports d'exploitation capitaliste dans la jeunesse ouvrière lors de sa formation, nous proposons de porter l'augmentation des bourses et aides publique et l'élargissement des conditions d'accès. Dans le même temps, contrer la main-mise toujours plus croissante de la bourgeoisie sur les études universitaires et les recherches¹³. Contre cette main-mise de la bourgeoisie monopoliste sur les études et programmes de recherche, nous proposons d'amplifier nos luttes pour l'autonomie académique des départements universitaires, séminaires et colloques.

La classe ouvrière doit croire en son propre pouvoir !

La jeunesse ouvrière et populaire doit croire en son propre avenir par les luttes !

François

1. Résultat de l'enquête de l'Observatoire de la Vie Étudiante « Quelles conditions de vie pour les étudiants en 2023 ? ». Nous nous basons sur des chiffres de 2023 car les études statistiques les plus récentes sont de cette année, et nous trouverons des informations sur cette année provenant de tous les organes statistiques et d'État.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. *Idem.*

5. *Idem.*

6. Bulletin N°18 de l'état de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

7. *Idem.*

8. Pour en savoir plus sur l'apprentissage et notre analyse dessus, voir le premier épisode de notre série *Jeunesse et exploitation aujourd'hui* dédié à cette question, paru dans le numéro de septembre-décembre 2025 de La Relève et disponible gratuitement sur notre site : www.unionjc.fr

9. Deuxième épisode de notre série *Jeunesse et exploitation aujourd'hui*, paru dans le numéro de septembre-décembre 2025 de La Relève et disponible gratuitement sur notre site : www.unionjc.fr

10. Voir la vidéo « Distribution alimentaire et galères de logement : le cri d'alerte des étudiants » dans l'émission VOX de Street Press

11. Se référer à l'article « L'éducation nationale, chasse gardée de la macronie : la continuité dans le pire » publié le 27 septembre 2024 sur notre site internet www.pcrf-ic.fr

12. Conclusions politiques d'une plénière de la Direction Politique et Organisationnelle de l'UJC en août 2025.

13. Voir les séances du séminaire « Marx au XXIème siècle », interdit en 2023 et dont les séances ne sont plus accessibles depuis le site de l'Université Panthéon Sorbonne Paris 1 qui accueillait ce séminaire. Voir également les conditions d'interdiction du colloque « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines » du Collège de France prévu en novembre 2025 et qui n'a jamais eu lieu malgré une décision positive du Tribunal administratif de Paris.

L'issue de la jeunesse ouvrière et populaire pour solutionner ses maux
est de renforcer et développer un syndicalisme de classe et de masse
organiquement lié aux syndicalismes de classe et de masse de toute la classe.

Nous proposons de porter l'augmentation des bourses et aides publique
et l'élargissement des conditions d'accès.

**Dans le même temps, contrer la main-mise toujours plus croissante
de la bourgeoisie sur les études universitaires et les recherches.**

Contre cette main-mise de la bourgeoisie monopoliste
sur les études et programmes de recherche,
nous proposons d'amplifier nos luttes pour l'autonomie académique
des départements universitaires, séminaires et colloques.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT CROIRE EN SON PROPRE POUVOIR !

**LA JEUNESSE OUVRIÈRE ET POPULAIRE DOIT CROIRE EN SON PROPRE AVENIR
PAR LES LUTTES !**

D'UNE ICE À L'AUTRE

RACISME ET POLITIQUES ANTI-MIGRATOIRES AUX U.S.A ET EN FRANCE

Le 7 janvier 2026, Renée Good, une femme de trente-sept ans, est tuée par balles à Minneapolis. Le meurtre est suivi par un autre, celui d'Alex Pretti le 24 janvier. Les auteurs de ces meurtres sont membres d'une agence ayant provoqué une vague d'indignations aux États-Unis comme à l'international : l'ICE, pour United States Immigration and Customs Enforcement (Service de l'immigration et des douanes des États-Unis). Les conditions de détention particulièrement violentes en camps de rétention sont responsables de la mort de 32 personnes en 2025, à l'heure où on compte environs 70 000 personnes enfermées dans ces centres.

L'opération massive où pendant laquelle eurent lieu les meurtres de Good et Pretti à Minneapolis a débuté en décembre 2025 et a marqué une nouvelle étape dans le déploiement de l'ICE : en moins de deux mois, plus de 3 000 personnes ont été kidnappées¹. La violence de cette agence et son mépris pour les droits démocratiques les plus élémentaires a donc déclenché une indignation internationale, indignation allant en France des partis bourgeois au gouvernement tout comme les sociaux-démocrates.

Ainsi, Valérie Hayer, résidente du groupe macroniste Renew au Parlement européen a dénoncé que « L'ICE n'a rien à faire en Europe. Cette administration est le bras armé de Trump pour abattre la démocratie aux États-Unis ». Le 27 janvier dernier, la France Insoumise

annonçait le dépôt d'une résolution pour la condamnation des « exactions » de l'ICE. Les écologistes également ont appelé à manifester dès le 27 janvier. Ces condamnations presque unanimes des différents partis politiques de l'État bourgeois s'accompagnent d'un consensus : les crimes de l'ICE sont imputables au gouvernement Trump, qualifié de « fasciste », ou « néo-fasciste », un gouvernement violant la démocratie et les droits de l'homme. Pourtant, l'ICE est-elle le seul fait du gouvernement Trump ?

C'est dès 2003 que l'ICE voit le jour, en même temps que le Département de la Sécurité intérieure, dans le cadre de la loi de 2002 sur la sécurité intérieure (Homeland Security Act), adoptée après les attentats du 11 septembre 2001. L'ICE fait alors partie intégrante de la prétendue « guerre contre le terrorisme », nom donné au gouvernement bourgeois de G.W. Bush pour justifier après le 11 septembre des interventions militaires en Irak et en Afghanistan d'une violence inouïe, ainsi qu'un renforcement de la répression syndicale et politique nationale tout comme sur des migrants jugés potentiellement « dangereux ».

Dès 2005, l'ICE lance alors l'opération « Community Shield », une large opération nationale comptant différents objectifs en cours jusqu'à aujourd'hui. L'opération pose déjà les bases de la violence actuelle de l'agence : capacité d'arrestations et expulsions d'immigrés

jugés « criminels » qu'ils soient en situation irrégulière ou même permanents, immunités fédérales donnant une capacité d'action étendue sur les autres branches des États-Unis dans ses différents États, pouvoir d'identification et détentions de présumés « criminels » sans contrôle judiciaire préalable. Ainsi, entre 2009 et 2016, l'administration bourgeoise d'Obama supervise l'expulsion d'un nombre record de 2,4 millions d'immigrés sans papiers. Selon les données de l'ICE, environ 40 % des personnes expulsées en 2015 n'ont aucune condamnation pénale, tandis que la majorité des condamnés le sont pour des infractions mineures. En 2025, environ 56 945 personnes sont détenues chaque jour dans 436 établissements répartis sur le territoire, incluant des centres de détention, des prisons et des établissements pénitentiaires². Bien avant 2026 et l'opération meurtrière de Minneapolis, l'ICE était déjà surnommée « la migra » par les communautés hispanophones vivant aux États-Unis et connue pour sa violence.

Les faits démontrent donc que les exactions de l'ICE ne surgissent pas du seul gouvernement bourgeois de Trump, mais s'inscrivent dans la continuité des offensives anti-migrants et racistes particulièrement visibles aux USA depuis le début du XXIème siècle. Pourtant, s'agit-il alors d'un phénomène propre aux USA, le fruit de logiques qui n'appartiendraient qu'aux « choix politiques » des différents gouvernements de ce pays seul ?

Il suffit de se tourner vers la France afin d'observer des analogies avec l'ICE dans le traitement des migrants. Dès 2018, la « loi asile et immigration », prévoyait l'allongement de la durée de rétention administrative pour les immigrés illégaux, passant de 45 à 105 jours maximum. Cette même loi fit réduire les délais d'instruction de la demande d'asile, les réduisant à 90 jours sous peine d'être frappé d'expulsion.

En 2023, la « loi immigration » devint le 117ème texte produits sur ce sujet depuis 1945, démontrant la permanence et l'évolution des procédés juridiques et policiers bourgeois contre les migrants³. Elle permet la mainmise du patronat sur l'attribution ou non de papiers aux travailleurs et travailleuses étrangers au sein de l'entreprise, avec la possibilité (mais rendue non automatique, puisque laissée à la discrétion des préfets) de régulariser des sans-papiers dans les "métiers en tension" (comprendre ici : pour les tâches les plus difficiles et les moins bien payées). On notera dès cette loi le projet de remise en cause du droit du sol, pour les jeunes nés en France de parents étrangers, à qui on impose une démarche volontaire pour demander la nationalité française avant leurs 18 ans (impliquant que leurs premières années de vie en France ne font pas d'eux automatiquement des Français comme les autres).

Ces différents mécanismes de la machine d'État ne sont pas exhaustifs mais révèlent dans l'immédiat le niveau d'offensive bourgeoise contre les migrants. À ce jour, ces mécanismes fonctionnent par un maillage complexe d'appareils ré-

pressifs allant de la préfecture au commissariat de police, en passant par les CRA (« centres de rétention administrative », conçus pour enfermer les migrants illégaux) qui constituent l'une des pièces essentielles rappelant les camps de l'ICE. La France dispose de 27 CRA en fonctionnement, dont 23 situés en métropole et 4 implantés dans les outre-mer (en Guyane, à Mayotte, en Guadeloupe et à La Réunion). En 2024, ce sont 16 000 étrangers qui sont passés dans ces centres connus pour leur violence et inhumanité⁴.

Enfin, ajoutons à ce tableau que les politiques bourgeoises en France se comprennent également au sein de l'Union européenne, alliance impérialiste de premier plan présentée par la propagande d'État comme un contre-modèle démocratique aux USA. Nous ne citerons ici que le « pacte asile et migration » promu en 2024, un pacte concernant tous les pays membres permettant des procédures accélérées de rejet des demandes d'asile, tout comme l'accélération de leur transfert dans d'autres pays de l'UE. On pense aussi aux collectes de données biométriques même auprès d'enfants de 6 ans, la légalisation des refoulements avec la participation de Frontex, qui est maintenant la plus grande organisation de l'UE et comptera bientôt 30 000 militaires et policiers⁵.

Le 27 juin 2025, nous commémorerons les trois ans du meurtre de Nahel Merzouk, jeune de 17 ans tué par la police. Un événement n'ayant rien à envier au meurtre de Renée Good aux USA. Si Nahel n'était pas un migrant, il existe bien une continuité objective entre les politiques de gestion migratoire

en fonction des besoins économiques du capital et la violence raciste au sens large⁶. Sous l'impérialisme, le capitalisme use de masses de travailleuses et travailleurs migrants dans un but de surexploitation : acheter une force de travail en dessous de son prix moyen. Les violences racistes, quant à elles, permettent de diviser la classe ouvrière mais aussi de maintenir en position de domination les couches surexploitées : les meurtres de l'ICE, ainsi que la violence islamophobe en France, constituent la continuité politique au sein de l'ensemble de la société bourgeoise d'une surexploitation selon des critères nationaux de certaines couches populaires.

Le système des États impérialistes ne peut donc que produire pour ses besoins, dans chaque capitalisme national, des couches de migrants surexploités, dominés, pour ses propres profits. Tant que ce système existera en France comme aux USA, des agences comme l'ICE ne pourront qu'exister ou renaître sous différentes formes, nécessitant l'union de la jeunesse populaire autour d'un parti communiste fort capable de diriger la révolution pour la construction du socialisme et la destruction de la machine d'État bourgeoise.

Régularisation immédiate et sans condition de toutes et tous les immigrés en France, droits démocratiques et syndicaux pour nos frères et sœurs de classe !

Contre le racisme et les politiques anti-migratoire, pour un parti dans la classe ouvrière !

JC

1. Sur le fonctionnement de l'ICE, voir sur le site Blast : *États-Unis: permis de tuer pour l'ICE*.

2. Pour un rapport complet sur les exactions de l'ICE, voir le site *National immigrant justice center* à ce sujet.

3. Pour une analyse historique du rapport de l'État français aux immigrés et « sans-papiers », voir Barron P., Bory A., Chauvin S., Jounin N., et Tourette L., *Derrière le sans-papiers, le travailleur ? Genèse et usages de la catégorie de « travailleurs sans papiers » en France*, dans la revue *Genèse*, n°94.

4. À ce sujet, on pourra consulter les rapports de l'Observatoire de l'enfermement des étrangers en ligne à ce sujet.

5. Sur la violence anti-migrants de l'UE, voir Reckinger Gilles, *Oranges amères : un nouveau visage de l'esclavage en Europe*, éd. Le Cherche midi, Paris, 2025.

6. À ce sujet, on pourra revenir sur le communiqué de notre Parti Communiste Révolutionnaire de France en ligne : *Sur le développement des actes et assassinats islamophobes en France*.

**Le système des États impérialistes ne peut que produire pour ses besoins,
dans chaque capitalisme national,
des couches de migrants surexploités, dominés, pour ses propres profits.**

**Tant que ce système existera en France comme aux USA,
des agences comme l'ICE ne pourront qu'exister ou renaître sous différentes formes,
nécessitant l'union de la jeunesse populaire autour d'un parti communiste fort
capable de diriger la révolution pour la construction du socialisme
et la destruction de la machine d'État bourgeoise.**

**RÉGULARISATION IMMÉDIATE ET SANS CONDITION
DE TOUTES ET TOUS LES IMMIGRÉS EN FRANCE,
DROITS DÉMOCRATIQUES ET SYNDICAUX POUR NOS FRÈRES ET SŒURS DE CLASSE !**

**CONTRE LE RACISME ET LES POLITIQUES ANTI-MIGRATOIRE,
POUR UN PARTI DANS LA CLASSE OUVRIÈRE !**

SUR LES LIENS ENTRE L'OPPRESSION ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET CELLES DES PERSONNES LGBT+

**FEMMES
ET LGBT+**



Fin janvier 2026, notre Parti, le PCRF, lançait le dernier volet de sa campagne “Accusons le capitalisme” : pour l’émancipation des femmes et des personnes LGBT+, contre les oppressions patriarcales. Dans l’à propos présentant cette campagne, nous affirmons que “Le combat contre l’oppression des femmes rejoint donc celui des personnes LGBT+ dans une lutte commune contre le patriarcat et le capitalisme.”¹ En effet, nous y définissons le patriarcat en tant que “système complet matériel et idéologique”² qui, au sein des sociétés de classe, structure et sanctionne la division genrée du travail, le travail reproductif et les normes de genre. Ce patriarcat, intrinsèque aux sociétés de classe et donc aujourd’hui au capitalisme, opprime autant les femmes que les personnes LGBT+ par des dynamiques socio-économiques identiques dont les conséquences, si elles peuvent être différentes entre les femmes et les personnes LGBT+, restent malgré tout sensiblement similaires et trouvent les mêmes origines et les mêmes mécanismes.

Comment, en tant que marxistes-léninistes, faisons-nous le lien matériel entre l’oppression des femmes et celle des personnes

LGBT+, et les mouvements parallèles des deux ? Sous le capitalisme, la famille est un engrenage de la perpétuation de l’exploitation, au sein de laquelle la femme est assignée gratuitement au travail reproductif, c’est-à-dire au travail permettant la reproduction de la force de travail au sens large du terme : effectuer les tâches ménagères, s’occuper des enfants et des personnes dépendantes, répondre aux besoins du mari, etc., permettant l’entretien et le renouvellement continu de la force de travail.

Si l’oppression des femmes a une origine historique, l’apparition de cette oppression est allée de pair avec l’apparition de l’oppression des personnes LGBT+. En effet, si la “situation concernant la place des femmes dans notre société est une réalité historique”³, il en va également de même pour les personnes LGBT+, qui ont subi similairement les conséquences de l’apparition du patriarcat. Ainsi, de la même manière que les femmes connaissaient une situation égalitaire avec les hommes à l’époque des communautés primitives (c’est-à-dire avant les premières divisions des sociétés humaines en classes)⁴, les individus étaient également libres de leur

orientation sexuelle et de leur identité de genre, en particulier dans la mesure où la division genrée du travail était peu développée et avec elles les normes de genre n’existaient pas encore, et où la famille n’était pas encore la cellule économique structurant le travail reproductif ainsi que la propriété privée et son héritage.⁵ Ainsi, dans des sociétés contemporaines qui étaient encore, aux XIXe et début du XXe siècles, restées au stade économique de la communauté primitive, les relations homosexuelles et la transidentité n’étaient ni réprimées ni cachées, mais menées et discutées publiquement sans tabous ni discriminations.⁶

Finalement, l’approfondissement de la division genrée du travail, l’apparition de la propriété privée et la formation des classes au sein des sociétés humaines par l’appropriation privée du travail d’autrui, a été l’origine matérielle de l’oppression des femmes et des personnes LGBT+. Ces phénomènes économiques ont en effet mené, en premier lieu, à l’instauration de la famille hétérosexuelle comme base économique, au sein de laquelle fut permise la passation patrilinéaire de la propriété privée et où la femme s’est vue progressivement cantonnée au travail reproductif, ce qui fonda également la base matérielle de la privation de leurs droits et de leur infériorité sociale par rapport aux hommes. En deuxième lieu, ces phénomènes économiques ont mené à l’apparition des normes de genre, imposant et justifiant socialement et idéologiquement le rôle et l’infériorité sociale des femmes ainsi

que la domination masculine. Dans ce cadre, les relations homosexuelles et la transidentité se sont vues progressivement interdites et réprimées : les premières étaient notamment une entrave au développement de la famille hétérosexuelle et à son rôle économique, tandis que la seconde remet directement en cause la légitimité et le bien-fondé des normes et des rôles de genre.⁷

L'oppression des femmes et celle des personnes LGBT+ sont donc liées par les mêmes mécanismes économiques et sociaux qui forment le patriarcat et aujourd'hui, sous le capitalisme impérialiste en crise, les conquies des luttes pour l'émancipation des femmes et pour l'émancipation des personnes LGBT+ sont remis en cause : le besoin des monopoles d'intensifier l'exploitation mène la classe bourgeoise, par son État, à renforcer matériellement et idéologiquement la famille nucléaire hétérosexuelle et les normes de genre. En France, l'augmentation des violences faites aux femmes se corrèle avec l'augmentation des violences homophobes et transphobes – l'augmentation de la transphobie affecte autant les personnes transgenres que les femmes cisgenres, menant à un renforcement de la policisation et du contrôle du corps des femmes d'après des normes patriarcales. En Pologne, la campagne anti-LGBT de l'ancien président et ses gouvernements s'est liée à une campagne réactionnaire à l'égard des femmes, menant à l'une des législations les plus restrictives d'Europe sur l'avortement en l'interdisant quasi totalement. Dans l'Union européenne en général, alliance impérialiste voulant parfois se faire passer pour progressiste, les violences contre les personnes LGBT+ sont en hausse : l'agence

de l'Union européenne pour les droits fondamentaux, comparant 2019 et 2023 dans un rapport, note une hausse de 37% vers 55% des personnes LGBT+ indiquant subir du harcèlement LGBT-phobe, et de 47% à 69% pour les personnes transgenres en particulier ; les victimes de menaces et insultes à l'école parce que LGBT+ sont passées de 46% à 67% (44 % à 71% en France) ; dans le même temps, les violences faites aux femmes dans l'Union européenne restent très élevées, une femme sur trois reportant avoir subi une forme de violence sexiste ou sexuelle.

L'oppression des femmes et celle des personnes LGBT+ sont donc liées par les mêmes mécanismes économiques et sociaux qui forment le patriarcat. De la même manière, l'émancipation des femmes et celle des personnes LGBT+ ne peuvent pas être séparées pour pouvoir se mener et se réaliser pleinement. L'un des exemples contemporains les plus évidents sur le lien entre émancipation des femmes et des personnes LGBT+ est le Code des Familles de Cuba. Entré en vigueur en 2022 après plusieurs mois de débat populaire dans l'un des deux seuls États au monde qui a survécu à la contre-révolution mondiale et construit encore le socialisme vers le communisme, ce Code des Familles officialise de nouvelles avancées tant pour les femmes que pour les personnes LGBT+ de l'île. Ainsi, tout autant qu'il reconnaît la famille nucléaire hétérosexuelle, il officialise également le fait que cette forme de famille n'est pas la seule possible, reconnaissant officiellement et légalement les couples homosexuels, les couples de personnes transgenres, les familles reconstituées, les foyers monoparentaux, etc. Dans le même temps, ce Code

sanctionne la distribution égale du travail domestique au sein du foyer, le droit des femmes à "décider sur leurs corps" et le droit à vivre une vie de famille sans discrimination ni violence, entre bien d'autres avancées tant pour les femmes que pour les personnes LGBT+.

Le contexte historique et économique passés et présents nous rappellent donc trois leçons importantes et inséparables. Premièrement, l'oppression des femmes ne peut être, dans le fond, comprise séparément de celle des personnes LGBT+ ; au contraire, toutes deux trouvent leur origine et leur perpétuation dans le patriarcat en tant que partie intégrante des sociétés de classe, soit aujourd'hui du capitalisme. Deuxièmement et partant de ce qui précède, l'émancipation pleine et entière des femmes ne peut être dissociée de celle des personnes LGBT+, et toutes deux doivent s'inscrire dans une lutte contre le patriarcat et donc contre le capitalisme. Troisièmement et en conséquence, la lutte pour l'émancipation des femmes et des personnes LGBT+ doit aussi s'inscrire dans une lutte pour le socialisme vers le communisme, c'est-à-dire vers une société économiquement organisée de façon à s'être débarrassée de la division en classes et où le patriarcat pourra donc disparaître entièrement, à l'heure où les possibilités du développement des forces productives rendent cela effectivement possible. Ces trois leçons fondent la création d'une campagne « Accusons le capitalisme » axée à la fois sur l'émancipation des femmes et des personnes LGBT+, et contre les oppressions patriarcales.

Basile et Roxane

1. À propos de la campagne Femmes et LGBT+ « Accusons le capitalisme », <https://campagnefemmesetlgbtplus.wordpress.com/2026/02/03/a-propos-de-la-campagne-femmes-et-lgbt/>

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. *Idem* pour les développements à ce sujet.

5. Bob McCubbin, *Homosexuality in Primitive Society* et *The Overthrow of the Matriarchy and Early Class Society* dans *The Roots of Lesbian & Gay Oppression: A Marxist View*, World View Publishers, 1993 (1976).

6. *Idem.*

7. *Idem.*, et Red Fightback, *The Advent of Patriarchy* dans *Marxism and Transgender Liberation: Confronting Transphobia in the British Left*, 2020.

Le contexte historique et économique passés et présents nous rappellent **trois leçons** importantes et inséparables.

Premièrement, l'oppression des femmes ne peut être, dans le fond, comprise séparément de celle des personnes LGBT+ ; au contraire, toutes deux trouvent leur origine et leur perpétuation dans le patriarcat en tant que partie intégrante des sociétés de classe, soit aujourd'hui du capitalisme.

Deuxièmement, l'émancipation pleine et entière des femmes ne peut être dissociée de celle des personnes LGBT+, et toutes deux doivent s'inscrire dans une lutte contre le patriarcat et donc contre le capitalisme.

Troisièmement, la lutte pour l'émancipation des femmes et des personnes LGBT+ doit aussi s'inscrire dans une lutte pour le socialisme vers le communisme, c'est-à-dire vers une société économiquement organisée de façon à s'être débarrassée de la division en classes et où le patriarcat pourra donc disparaître entièrement, à l'heure où les possibilités du développement des forces productives rendent cela effectivement possible.

SUR LES 155 ANS DE LA COMMUNE DE PARIS



Le 28 mars 2026, nous avons célébré les 155 ans de la Commune de Paris, 72 jours dont les plus grandes figures communistes à travers les années ont pu tirer des leçons. Hier réprimée par le gouvernement français qui s'était installé à Versailles, elle est aujourd'hui avilie et diabolisée par la classe bourgeoise qui préfère célébrer Napoléon que la Commune, comme Pierre Nora, historien et membre de l'Académie française, puisque selon lui « ... [la Commune], elle n'a pas apporté grand-chose ».

Quel est le contexte de la Commune, pour mieux en comprendre la particularité historique ? Le 2 décembre 1852, la France redevient un empire à la suite du coup d'État de Napoléon III. Le 19 juillet 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse qui le fera prisonnier, lui et 80 000 soldats français, à la suite de la défaite des 1er et 2 septembre 1870 à Sedan. Une journée d'émeute suffit à ce que les députés républicains proclament la III^{ème} République et se constituent gouvernement de défense nationale le 4 septembre. Il étend le recrutement de la garde nationale en l'ouvrant aux classes populaires qui reçoivent une aide alimentaire ainsi qu'une indemnité d'1 franc 50 par jour. Le 19 septembre, les Prussiens assiègent Paris pour pousser le peuple à capituler et à accepter de se rendre, misant sur la famine, la rudesse de l'hiver, le rationnement dû au manque de ravitaillement, la maladie, les bombardements à partir du 5 janvier 1871. Pourtant, la capitale tient bon. L'armistice est signé le

28 janvier 1871, dans lequel Bismarck demande que de nouvelles élections législatives soient organisées afin de négocier la paix avec un gouvernement légitime ; l'annexion de l'Alsace et la Lorraine et 5 milliards de francs de dédommagements sont imposés.

Une fois son gouvernement composé, Adolph Thiers, qui a été nommé chef du pouvoir exécutif de la République française, passe un premier accord de paix avec Bismarck, maintenant chancelier du II^{ème} Reich allemand fondé à Versailles le 18 janvier 1871. Percevant l'effet des décisions prises par son gouvernement sur la population parisienne, Thiers ordonne qu'on saisisse les canons de la garde nationale qu'elle a regroupés sur la butte de Montmartre pour éviter que les Prussiens s'en emparent une fois entrés dans Paris.

Dans la nuit du 17 au 18 mars, la troupe du général Lecomte composée de 4000 hommes est envoyée à Montmartre pour récupérer 400 canons. Les Parisiens s'interposent, ce qui ne va pas empêcher Lecomte d'ordonner de tirer sur la foule. Les soldats n'obéissent pas, au contraire, ils fraternisent avec les travailleuses et travailleurs et mettent à mort le général, qui se fera exécuter par ses hommes. Thiers panique et se cloître à Versailles avec l'administration et le reste des troupes, laissant la ville aux mains de la garde nationale qui, constatant que les effectifs conservateurs ont quitté la capitale, crée un Comité central qui s'installe à l'hôtel de ville. Le Comité décide le report des

dettes de commerce, le rétablissement de la solde de la garde nationale, l'interdiction des expulsions de locataires et la convocation d'élections municipales le 26 mars 1871. Ce Comité ne fait pas mystère du changement structurel de l'organisation politique qu'il veut apporter et de la place centrale du peuple dans celle-ci, édictant que : « Les membres de l'assemblée municipale sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion sont révocables, comptables et responsables ».

Le programme de la Commune obtient la majorité des voix et on retrouve parmi les élus : 33 artisans et petits commerçants, 24 professions libérales ou intellectuelles et 6 ouvriers. Pour la première fois, une majorité issue des secteurs populaires va prendre la direction politique et sociale. Le même jour, le drapeau tricolore est abandonné, supplanté par le drapeau rouge, et le calendrier républicain est remis en vigueur.

À partir du 2 avril 1871, Thiers prend la décision d'entrer en conflit avec la Commune après avoir refusé d'accepter l'autonomie communale de Paris, tandis que d'autres communes surgissent en France. Il s'allie avec Bismarck qui libère 60 000 prisonniers de guerre, s'allie à 40 000 soldats français et aux 12 000 soldats dont dispose Thiers. Contrainte d'assurer sa défense face à l'offensive Versaillaise, la Commune ne perd pas de temps pour faire passer des réformes, commençant par acter la séparation de l'Église et de l'État et supprimer le budget alloué aux cultes. Si elle réaffirme sa tolé-

rance vis-à-vis du fait religieux, la Commune le restreint à la seule sphère privée. L'attribution d'une compensation de 600 francs aux femmes "légitimes ou non" et de 350 francs pour les enfants "reconnus ou non" de membres de la garde nationale morts contre l'ennemi est une autre réforme symbolisant la manière dont la Commune aborde les relations hommes-femmes.

Les usines et ateliers laissés à l'abandon par les patrons vont être réquisitionnés et remis à des coopératives ouvrières. En leur sein, un conseil de direction est établi, élu toutes les deux semaines avec un ouvrier chargé de faire remonter les réclamations. Les amendes patronales et retenues sur salaire sont interdites, tout comme le travail de nuit. Les mesures sociales vont de pair avec une organisation militaire de la commune.

Le 21 mai 1871, l'armée versaillaise entre dans Paris avec un avantage numérique conséquent, qui aura raison du peuple parisien. C'est le début de la semaine sanglante qui écrasera la Commune. Les hommes de Thiers réalisent le plus grand massacre de civils en Europe au XIX^{ème} siècle. Après le massacre viennent les 46 835 jugements qui aboutiront à 410 condamnations aux travaux forcés, 198 condamnations à mort, 7 496 déportations et 4 000 autres peines de prison.

La forme politique inédite que prend la Commune permet "l'émancipation économique du travail", comme le dira Marx, puisqu'elle va à l'encontre des intérêts des classes possédantes, et permet aux travailleurs et travailleuses de se donner les armes capables de se réapproprier le fruit de leur travail. L'émancipation de la classe ouvrière nécessite donc le bris de l'État bourgeois, ses organes de répression, son appareil judiciaire pour le remplacer par un nouveau type d'État où la division du législatif et de l'exécutif laisse place à un corps unique agissant et

le système juridique est remplacé par une justice populaire avec élection des juges. C'est par cette nouvelle forme d'État que l'émancipation du travail peut alors être possible, telle qu'en témoignent les mesures inouïes de la commune.

Pourtant, la première erreur des Communards pointée par Marx et de ne pas avoir attaqué Versailles "au bon moment" pour se débarrasser du gouvernement de Thiers. C'est une leçon que retiendra le mouvement communiste international dans les révolutions victorieuses, exemplairement par les bolchéviques contre l'Empire tsariste : l'insurrection révolutionnaire ne doit pas s'arrêter mais continuer jusqu'à écraser toute réserve de forces bourgeoises du point de vue militaire. La deuxième est de ne pas avoir su rallier la campagne pour étendre la Commune et ce, malgré la conscience de certains sur la nécessité de le faire. Les membres de l'Internationale étaient minoritaires et les idées marxistes étaient marquées par le dogmatisme et l'incompréhension dialectique des luttes. 50 ans plus tard, Lénine revendiquera la nécessité de diffuser dans la conscience des grandes masses un marxisme non déformé. En bref, il fallait créer un parti politique révolutionnaire, organiser et former les masses contre les classes dominantes, en s'émancipant de toutes les influences des vieux partis petits-bourgeois. Pendant la conférence de la Première Internationale de septembre 1871, Marx et Engels font adopter une résolution dans ce sens et diront : "[...] L'organisation du prolétariat en un parti politique est indispensable pour assurer la victoire de la révolution sociale et pour lui faire atteindre son objectif final: l'abolition des classes".

Staline fit par exemple le lien entre le concept de dictature du prolétariat et la Commune de Paris, en pointant les carences de cette dictature incomplète et fragile, que Marx avait lui-même re-

levées : l'absence de parti communiste et le manque de liens avec la paysannerie. Le dirigeant bolchévique écrit dans "La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes" : « Le sort de la révolution, la solidité de la dictature du prolétariat, en dépendent. Les révolutions de 1848 et de 1871 en France échouèrent surtout parce que les réserves paysannes se sont trouvées du côté de la bourgeoisie. ».

Enfin, c'est la question de la banque de France qui ne fut pas contrôlée politiquement que pointent Engels et Marx comme erreur. En effet, ne pas prendre le contrôle monétaire dès le départ de l'insurrection laisse à la bourgeoisie des outils puissants socialement : capitaux financiers et usuraires, capacité de pénétration des nationalisations faites, et survie d'une économie de marché dirigée par la bourgeoisie nationalement.

Dans sa correspondance avec Weydemeyer en 1852, Marx parlera de la dictature du prolétariat en ces termes : "Ce que j'ai fait de nouveau, ce fut de démontrer (...) que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat. Que cette dictature elle-même constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à la société sans classe". La grande Révolution socialiste d'Octobre 1917 réalisa et pérenniserait ce que commença la Commune : supprimer toute exploitation par une révolution socialiste, en établissant cette nouvelle forme d'organisation politique qui a surgi spontanément et avec difficultés à Paris en 1871 du mouvement ouvrier. Dans ses erreurs comme ses victoires, la Commune reste la première tentative du prolétariat de se prendre son propre pouvoir politique.

*Margot et le Comité de rédaction
de La Relève*

**LA GRANDE RÉVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE 1917
RÉALISA ET PÉRENNISERA CE QUE COMMENÇA LA COMMUNE :**

**SUPPRIMER TOUTE EXPLOITATION PAR UNE RÉVOLUTION SOCIALISTE,
EN ÉTABLISSANT CETTE NOUVELLE FORME D'ORGANISATION POLITIQUE
QUI A SURGI SPONTANÉMENT ET AVEC DIFFICULTÉS
À PARIS EN 1871 DU MOUVEMENT OUVRIER**

**DANS SES ERREURS COMME SES VICTOIRES,
LA COMMUNE RESTE LA PREMIÈRE TENTATIVE DU PROLÉTARIAT
DE SE PRENDRE SON PROPRE POUVOIR POLITIQUE**



JEUNESSE ET EXPLOITATION AUJOURD'HUI

ÉPISODE 4

LES RÉFORMES

DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

COMME LA MISE AU TRAVAIL

DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

Les réformes de l'enseignement secondaire (collège et lycée) s'enchaînent à des rythmes effrénés. Presque tous les ans, ce sont tantôt des réformes complètes tantôt des recalibrages de réformes qui mettent constamment la jeunesse ouvrière et populaire dans une situation d'incertitude et de changement. La dernière réforme d'envergure est celle de la voie professionnelle de 2023-2024, touchant et structurant également le rythme scolaire des lycéens et lycéennes en voie générale. Le principal aspect de cette réforme est le développement des stages en entreprise dans le temps comme dans l'importance du cursus scolaire pour tous les lycéens et lycéennes ; les voies professionnelles se voient ajouté un stage de trois semaines obligatoire en fin d'année scolaire et tous les lycéens et lycéennes en seconde se voient ajouté un stage de deux semaines dans la même période de l'année. Le développement des stages touche principalement les lycées professionnels et constitue la principale attaque contre la jeunesse ouvrière pour l'intérêt de la bourgeoisie française.

Cette réforme porte donc à vingt-deux semaines la durée totale des stages pour les lycéens et lycéennes en voie professionnelle sur les trois ans du lycée : six semaines en seconde, huit en première et huit en terminale soit cinq mois et demi de travail en entre-

prises étalés sur trois ans. Uniquement deux de ces vingt-deux semaines de travail en entreprises sont gratifiées par l'éducation nationale¹. La gratification n'est pas tout à fait un salaire, cette gratification est une allocation de l'État bourgeois pour un service rendu. Ici, nous parlons d'heures de travail faites par des personnes mineures en entreprises ; dans d'autres situations, la gratification peut être un ajout à un salaire ou une indemnité pour des travaux pénibles. Cette gratification ne correspond donc pas au salaire donné par le capitaliste au salarié-e pour la location de sa force de travail pendant une durée donnée. Cette gratification est une carotte au bout du bâton pour faire travailler la jeunesse ouvrière deux semaines de plus pour le compte d'entreprises. Ces enfants travaillent donc bel et bien en entreprises sans salaire, sans rémunération, et échangent donc leurs forces de travail (étant une marchandise sous le capitalisme) contre rien. L'extorsion de survalueur par le capitaliste est totale sur le temps de travail de nos enfants pendant leurs stages. L'exploitation de la force de travail capitaliste est donc effective sur ces jeunes forcés par l'État bourgeois de travailler (rappelons que les stages sont obligatoires pour obtenir le bac professionnel²).

Cette mise au travail obligatoire et gratuite de la jeunesse ouvrière la jette dans les pires situations des

effets de l'exploitation capitaliste. Ces stages, qui doivent être uniquement d'observation selon la loi,³ se trouvent être, en réalité et en majorité, des stages où les élèves sont mis en situation de travail les mettant en danger et pour certains et certaines leur ayant coûté la vie⁴... Loin des préoccupations pédagogiques du ministère de l'Éducation nationale, ces stages d'observation en entreprises se trouvent être en réalité l'obligation du travail des enfants organisée par l'État bourgeois à leurs risques et périls pour les profits de la classe bourgeoise.

Les réformes successives de l'Éducation nationale pour développer l'exploitation de la force de travail de la jeunesse ouvrière portent le développement de la présence des entreprises directement dans les lycées. Ce mouvement de l'État bourgeois est à mettre en cohérence de celui de l'invitation des monopoles et leurs représentants dans les Conseils d'Administration des Universités par exemple. Les attaques anti-populaires pour le compte de la bourgeoisie que nous documentons dans cette série se retrouvent aussi dans l'enseignement secondaire. Ici, cette pénétration des monopoles capitalistes prend la forme des « Bureaux des entreprises » dans les lycées. Ces derniers se matérialisent par une salle dédiée dans chaque lycée avec un responsable de ce bureau (qui est souvent un-e professeur-e) sous la

direction des chef-fes d'établissement sous coordination du Directeur Délégué aux Formations Professionnelles et Technologique⁵. Ce bureau a pour charge officielle de développer les liens entre l'école et les entreprises, c'est-à-dire développer la capacité des lycées professionnels à répondre aux besoins du moment de forces de travail de tel ou tel site de production. Les stages de travail obligatoires se font donc avec les entreprises proches géographiquement de l'établissement scolaire en majorité des TPE et PME comme pour le reste de la classe ouvrière en France suite à la restructuration de l'économie en France⁶. Nous observons de manière générale que lors de ces stages les élèves, qui n'observent donc pas mais travaillent, se forment au travail d'un poste dans une entreprise précise⁷. Lors des stages de travail obligatoires, nos enfants des voies professionnelles ne se forment pas de façon homogène pratiquement et intellectuellement à leurs travaux futurs, mais se forment uniquement à un poste dans une entreprise.

La conséquence de cette organisation de la voie professionnelle empêche et limite les jeunes de la classe ouvrière à aller plus loin

dans leurs études professionnelles rendant difficile de répondre aux critères d'intégration du cursus de l'enseignement supérieur dans leurs domaines (BTS ou Licence professionnelle). La réforme de Parcoursup couplée à ces conditions de formation défavorables à la poursuite des études mène au fait que les élèves en filière professionnelle intègrent moins que les autres filières des études supérieures⁸.

Face à ces manœuvres de la bourgeoisie et de son appareil de dictature, la jeunesse ouvrière et toute sa classe doivent faire preuve d'inventivité face à l'État bourgeois. Nous devons par exemple faire preuve de souplesse dans les luttes syndicales face au dit « devoir de réserve de la fonction publique »⁹ : ce devoir de réserve qui impose aux fonctionnaires et agents de la fonction publique la retenue dans l'expression de leurs opinions est une obligation visant à interdire aux syndiqués dans la fonction publique, dans ce contexte, d'intervenir auprès de la jeunesse pour développer les luttes populaires. Nous devons également développer et faire preuve d'inventivité dans le développement du syndicalisme de classe et de masse : notre classe

ouvrière est également composée de ces jeunes forcés au travail sans salaire, nos jeunes doivent lutter à nos côtés et nous devons lutter pour leur avenir et leurs conditions de travail comme de vie ! Nous devons développer le syndicalisme pour faire prendre à nos jeunes de la classe ouvrière toute la place qui leur revient dans les luttes ouvrières et populaires.

Stop au travail obligatoire des jeunes de la classe ouvrière !

Développons le syndicalisme de classe et de masse avec les jeunes de la classe ouvrière !

La classe ouvrière doit croire en son propre pouvoir !

François

1. Voir le communiqué de presse de l'éducation nationale « Réforme des lycées professionnels : des ajustements en terminale pour renforcer la réussite des élèves dès la rentrée 2026 » : [Réforme des lycées professionnels : des ajustements en terminale pour renforcer la réussite des élèves dès la rentrée 2026 | Ministère de l'Éducation nationale](#)

2. Expliqué dès l'introduction à la voie professionnelle, notamment par ce collègue sur son site internet : [Tout savoir sur les stages en Bac Pro : guide complet - Collège Firmin Roz](#)

3. Voir les conditions légales de ces stages en entreprises sur le site de l'Éducation nationale : [Séquences d'observation, visites d'information et stages pour les élèves de collège et de lycée général et technologique | Ministère de l'Éducation nationale](#)

4. Voir le communiqué de presse de la CGT Educ' Action « Les élèves doivent être à l'École et non mourir au travail ». [Les élèves doivent être à l'École et non mourir au travail ! – UNSEN CGT Educ'action](#)

5. Pour plus de détail voir le rapport d'inspection « Mise en œuvre du bureau des entreprises dans les lycées professionnels » : [Mise en œuvre du bureau des entreprises dans les lycées professionnels | vie-publique.fr](#)

6. Voir et revoir le chapitre 1 (et les autres chapitres) de Les voies de la construction du Parti, le travail syndical et le travail communiste aux entreprises, Pierre Komorov, 2021.

7. Voir le communiqué de presse de la CGT Educ' Action « L'entreprise n'est pas légitime à participer à la formation et l'orientation des élèves mineur-es » [L'entreprise n'est pas légitime à participer à l'orientation et à la formation des élèves mineur-es – UNSEN CGT Educ'action](#)

8. Voir les statistiques du pourcentage des élèves poursuivant leurs études par filières (générale, technologique et professionnel) [les nouveaux bacheliers et leur entrée dans les filières de l'enseignement supérieur - état de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°15](#)

9. Voir la définition de ce devoir de réserve de la fonction publique ici : [Devoirs de réserve, de discrétion, de neutralité et secret professionnels dans la fonction publique | Service Public](#)

**Nous devons développer le syndicalisme
pour faire prendre à nos jeunes de la classe ouvrière
toute la place qui leur revient
dans les luttes ouvrières et populaires.**

**STOP AU TRAVAIL OBLIGATOIRE
DES JEUNES DE LA CLASSE OUVRIÈRE !**

**DÉVELOPPONS LE SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE
AVEC LES JEUNES DE LA CLASSE OUVRIÈRE !**

**LA CLASSE OUVRIÈRE
DOIT CROIRE EN SON PROPRE POUVOIR !**

LIRE ET DIFFUSER LA RELÈVE

La Relève est un journal communiste qui a pour objectif d'armer la jeunesse dans son combat contre le capitalisme et pour la révolution socialiste. Ce journal est un outil pour débattre et échanger, afin que nos luttes avancent et s'unissent contre le capitalisme qui est la cause de la précarité, du chômage, de la guerre et de la crise écologique. La Relève, c'est aussi un journal qui informe des idées et de la politique des jeunes communistes de l'UJC (Union de la Jeunesse Communiste), organisation liée au Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF). Ce journal n'existe que par le soutien de ses lecteurs et lectrices, dans une société où le grand capital détient le quasi-monopole de l'information.

ADHÉRER

Le système capitaliste est en crise, il ne parvient pas à répondre à nos besoins (santé, éducation, logement, transports, écologie...). L'UJC fait le constat que le système capitaliste a fait son temps et ne peut pas être amélioré par des réformes comme le proposent les partis de gauche. On ne pourra donc résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par une révolution socialiste et en donnant le pouvoir à ceux et celles qui créent les richesses : le peuple-travailleur et sa jeunesse.

Seul, on ne peut rien : c'est en s'organisant collectivement qu'on peut gagner. Adhérer à l'UJC, c'est lutter. Organise ta colère, rejoins le combat !

NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER :

Notre mail : unionjc@proton.me

Notre site internet : unionjc.fr

Nos réseaux :

- Instagram : [@union_jc](https://www.instagram.com/union_jc)
- Facebook : UJC - Union de la Jeunesse Communiste
- Bluesky : [@unionjc.bsky.social](https://bsky.app/profile/unionjc.bsky.social)
- X : [@union_jc](https://twitter.com/union_jc)

